



Des membres de la milice Ansar al-Charia, l'une des plus puissantes de l'est de la Libye, lorsqu'ils filtraient les entrées de l'hôpital Benghazi Medical Center (BMC), en septembre 2012. ASMAA WAGUIH / REUTERS

À Benghazi, la loi des armes

Thierry Oberlé
toberle@lefigaro.fr
Envoyé spécial à Benghazi

Only god can judge me » : seul Dieu peut me juger. L'aphorisme du rappeur américain Tupac pourrait résumer l'état d'esprit qui prévaut à Benghazi, berceau de la révolution libyenne. Il barre la lunette arrière d'une Kia rouge garée en bordure d'un terrain vague du centre-ville. Son propriétaire, un jeune homme aux cheveux gominés, a monté dans la pénombre son stand devant sa voiture. C'est un vendeur du souk aux armes. Livrée à une apparente anarchie, Benghazi est une contrée de « western ». À la nuit tombée, entre le grand marché et le siège d'une banque, les vendeurs proposent sur des étals de foire des armes de poing, des pistolets-mitrailleurs, des fusils à pompe, des grenades. Ils vantent leurs produits dans ce showroom à ciel ouvert en tirant en l'air. Prix d'une kalachnikov : 2 500 dinars (1 500 euros). « Elle se vendait à 1 500 dinars (900 euros) au lendemain de la révolution. Ça monte car la demande est importante. C'est le signe que les gens se sentent en insécurité et sont prêts à se défendre. Le pistolet est à environ 6 000 dinars, il est plus cher car plus pratique, discret et facile à porter sur soi », assure Abdallah, un ex-rebel rentré, si l'on peut dire, à la vie civile. Les armes lourdes – lance-roquettes, RPG – sont présentées, par prudence, en pièces détachées pour éviter qu'elles ne tombent dans les mains de la police en cas d'improbable descente.

Bombe découverte devant un hôpital, kidnappings crapuleux, querelles entre automobilistes réglées à la kalachnikov, terminaux pétroliers fermés depuis juillet. L'anarchie règne dans la capitale de la Cyrénáïque, cette région orientale de la Libye marginalisée sous Kadhafi, tandis que la classe politique se divise entre islamistes, modérés et autonomistes qui ont formé un gouvernement fantôme. « En rentrant d'exil des États-Unis ou d'Europe, on espérait instaurer une démocratie basée sur le droit, la justice et la liberté mais l'administration ne fonctionne pas. Il n'y a pas de police, pas d'armée, des fonctionnaires incapables. Cela va être long, très long... » commente Ahmed Langhi, un notable, membre d'un Parlement national paralysé par les rivalités.

Une fatwa envoyée par texto

En ce soir de Nouvel An du calendrier musulman, l'opérateur de réseau mobile Almadar a expédié à ses abonnés, une fatwa du grand mufti de Tripoli, le cheikh Sadik al-Ghariani. « Tu ne tueras point sous peine d'aller en enfer » prévient le texte. L'avis juridique du religieux n'a pas sauvé Souleiman al-Fissi. Cet officier du renseignement militaire a été tué dans l'explosion de sa voiture. Sa femme a perdu ses jambes et ses deux enfants sont gravement blessés. « Ils s'en prennent même aux enfants, protestent ses proches rassemblés devant l'hôtel Tibesti. Un assassinat comme les autres. Plus de 150 militaires et policiers ont été abattus au cours des derniers mois », affirme un journaliste local qui préfère garder l'anonymat. À Benghazi, l'incapacité des autorités à mettre fin aux assassinats et aux attaques incite à la méfiance. Qui tire ? Pour quel mobile ? Depuis Tripoli, le ministère

Alors que la classe politique se divise entre islamistes, modérés et autonomistes, l'anarchie la plus totale règne dans le berceau de la révolution libyenne. Une spirale de violence nourrie par l'incapacité des autorités à mettre fin aux assassinats et aux attaques des extrémistes.

de l'Intérieur affirme que les responsables sont connus et vont être arrêtés. Des propos accueillis par des haussements d'épaules en Cyrénáïque. Tareq el-Karaz, un porte-parole de la police de Benghazi, n'a pas grand-chose à déclarer.

« C'est de pire en pire ! Les tueurs ciblent des militaires, mais nous ne savons pas qui ils sont, reconnaît-il.

– Et que fait la police ?

– Les policiers restent chez eux car ils ont peur d'arrêter des criminels qui vont ensuiter se venger.

– Vous avez peur ?

– Il est dangereux de parler franchement de ces affaires. J'ai deux gardes du corps, nul n'est à l'abri : même le premier ministre s'est fait kidnapper. »

Inutile d'enquêter au tribunal. Le palais de justice a brûlé comme de nombreux commissariats. Il est parti en fumée dans un attentat commis en juillet, au lendemain de l'évasion spectaculaire des 1 300 détenus de la prison de Benghazi et de l'assassinat d'Abdulassalam Elmessary, un activiste politique connu pour ses prises de position anti-islamistes. Cet avocat revenait de la prière avec son ami Jamal Bennour, magistrat et ancien maire de Benghazi. Avant d'être abattu dans une rue déserte, il avait participé à l'aventure du Conseil national de transition (CNT) soutenu par la France qui avait envoyé ses avions de chasse le 19 mars 2011 pour sauver la ville de l'avancée des troupes kadhafistes. Depuis, il s'est fait remarquer en critiquant la loi dite d'« isolement politique ». Jugé liberticide, le texte écarte du pouvoir tous ceux qui ont servi de près ou de loin sous le régime du roi libyen, soit un peu tout le monde à l'exception des islamistes radicaux. « Les extrémistes religieux libyens ont échoué en Afghanistan. Ils ne sont pas parvenus à s'imposer par le combat en Irak ou en Somalie. Pourquoi y parviendraient-ils chez nous ? » s'insurge le juge Jamal Bennour, pour qui « il existe sans doute une liste noire dont les noms sont barrés un à un ».

Le rêve d'un État islamique

Pour comprendre la spirale de violence, il faut remonter au 17 février 2011, le jour du soulèvement de la capitale de la Cyrénáïque contre la dictature. Tandis que la foule fête la prise de la ville par les insurgés, des islamistes foncent sur la Katiha, l'ancien centre du pouvoir de Kadhafi installé dans des casernes, pour mener une razzia dans les archives de la police et des services de renseignements. « Ils ont rafle les dossiers d'années de répression et ont dressé la liste de leurs inquisiteurs. Ils ont commencé très tôt à se venger et ce n'est pas fini », croit savoir un bon connaisseur des arcanes de Benghazi. « La révolution est partie de chez nous mais ils veulent aller dans une direction différente. Leur objectif est de créer un État islamique », poursuit-il.

Certains assassinats d'officiers paraissent liés au meurtre du général Abdel Fattah Younès, prestigieux chef d'état-major des brigades anti-Kadhafi et ancien proche du Guide libyen tué dans un mystérieux règlement de comptes en juillet 2011, mais les investigations n'aboutissent jamais. « La seule per-

sonne arrêtée en lien avec les assassinats a réussi à s'échapper de sa prison à Tripoli », confie un chercheur d'Human Rights Watch. Arrêté en décembre 2012, Ali al-Fezzani a admis sa participation à plusieurs meurtres d'officiers. A peine connue, la rumeur de ses aveux provoquait une émeute devant les locaux du département d'enquête criminelle de Benghazi. Des manifestants armés en colère accusaient la police d'avoir torturé le suspect. Exfiltré vers la capitale, il parvenait à s'enfuir six mois plus tard du quartier général de la garde nationale à Tripoli. On ne l'entendra plus affirmer que les commandants de milices islamistes de la région ont donné l'ordre de tuer et de considérer ces meurtres acceptables puisque c'est « halal » (autorisé par la religion) de supprimer des militaires et des fonctionnaires du gouvernement. La piste conduit pourtant aux gros bonnets de la mouvance islamiste paramilitaire de Benghazi et en particulier vers des dirigeants d'Ansar al-Charia, impliqués dans l'attaque du consulat des États-Unis qui a coûté la vie à l'ambassadeur américain Christopher Stevens le 11 septembre 2012.

Les journalistes vus comme des espions

C'est qu'en parallèle des opérations punitives, une campagne de terreur vise aussi à chasser les Occidentaux. Dès mai 2012, les locaux de la CICR ont été attaqués par une milice qui accusait la Croix-Rouge de distribuer des bibles. En janvier dernier, des hommes armés ont ouvert le feu sur la voiture du consul d'Italie. Ce climat d'insécurité a poussé les missions diplomatiques étrangères et les organisations internationales à se retirer de la ville.

Peu de temps après la prise d'assaut du consulat américain, des habitants ont bien tenté de réagir. Une manifestation de protestation baptisée un « Vendredi pour sauver Benghazi » s'est tenue mais elle fut suivie du meurtre d'un proche des organisateurs. De quoi décourager les bonnes âmes. « Il vaut mieux ne plus descendre dans la rue. En juin, il y a eu plus de 30 morts lorsque des miliciens islamistes de « Bouclier pour la Libye » ont tiré sur des protestataires qui réclamaient leur départ », assure Misbah al-Awami, l'animateur du forum de la société civile de Benghazi.

Chassée de l'hôpital Benghazi Medical Center (BMC) où elle filtrait les entrées, la milice Ansar al-Charia, l'une des plus puissantes de l'est de la Libye, garde désormais la porte ouest de la ville en direction de Syrte et de Tripoli. Dans leur fief du vieux Letti, ses partisans adoptent un profil bas. Ce grand quartier populaire a servi de vivier aux recruteurs de combattants pour la guerre en Irak. Au quartier général d'Ansar al-Charia, l'accueil est glacial. Un drap noir flotte à côté du portail ouvert et aussitôt refermé par des jeunes salafistes, en tenue afghane, lourdement armés. Les gardiens prennent des airs suspicieux. Les journalistes étrangers sont à leurs yeux tous des espions. « Nous avons pour consigne de ne pas vous recevoir. Nos chefs n'accordent plus d'interview car les médias déforment leurs propos », explique le chef des plantons. Ansar al-Charia ne reconnaît l'autorité « d'aucun ministère, d'aucune institution gouvernementale ou d'aucun appareil d'État ». Dans l'ombre, ce mouvement et d'autres comme le nouveau groupe armé extrémiste l'Armée pour un État islamique en Libye tissent leur toile. Des armes sont stockées dans les montagnes de Derna transformées en base arrière djihadiste des partisans d'al-Qaïda. De quoi entretenir, dans un pays livré au chaos, un futur foyer d'insurrection. ■

TAREQ EL-KARAZ, PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE BENGHAZI